



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département
de
L'ESSONNE
Arrondissement
de
PALAISEAU

COMMUNE DE VILLEJUST

ARRÊTÉ N° 2024-011

Portant sur la mise en circulation alternée sur une partie du chemin de Courtaboeuf
pour cause d'intervention de tirage de câbles de fibre optique

Le Maire de la commune de VILLEJUST,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-2 et L2213-3 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de circulation,

VU le Code de la Route fixant et notamment l'article R-225 fixant les pouvoirs des Maires quant à la police des voies communales,

VU le Code Pénal et notamment l'article 610-5,

CONSIDERANT la demande par laquelle la société SPIE CITYNETWORKS domiciliée 12, avenue de l'Entreprise – Campus Saint-Christophe - 95863 CERGY demande l'autorisation d'effectuer une intervention, par la société NALOS SOLUTIONS TECHNOLOGIES, de tirage de câbles de fibre optique sur une portion de chaussée du Chemin de Courtaboeuf, à partir du mercredi 13 mars 2024 pour une durée d'un mois,

CONSIDERANT qu'afin de permettre le bon déroulement des dits travaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il convient de mettre la circulation en alternée en fonction de l'avancée des travaux.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : la circulation sera mise en alternée sur une portion de la chaussée du chemin de Courtaboeuf à partir du mercredi 13 mars 2024 pour une durée d'un mois.

ARTICLE 2 : Une signalisation provisoire correspondante conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et aux manuels du chef de chantier concernant la signalisation temporaire sera mise en place par la société NALOS SOLUTIONS TECHNOLOGIES.

ARTICLE 3 : Aux origines et fins de la zone de travaux, sera apposée une pancarte portant copie du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le Maire, la police municipale ainsi que tous les agents assermentés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché en mairie et dont l'ampliation sera transmise à :

- la société SPIE CITYNETWORKS,
- la société NALOS SOLUTIONS TECHNOLOGIES,
- La police municipale de Villejust.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Villejust, le **12 MARS 2024**
Le Maire,



Igor TRICKOVSKI

Affiché le : **12 MARS 2024**

Ampliations transmises le : **12 MARS 2024**